

UNE VILLE EN TRANSITIONS

PROGRAMME DU PARTI SOCIALISTE
VILLE DE GENÈVE 2020-2025

Les Socialistes
**SOLIDAIRES ET
ENGAGÉES**



1.	Introduction	2
2.	Priorités pour l'activité économique et l'emploi	4
3.	Priorités pour la cohésion sociale	8
4.	Priorités pour l'espace public	10
5.	Priorités pour la culture et le sport	13
6.	Priorités pour une ville inclusive	16
7.	Conclusion	18
8.	Postface	19

1. Introduction



La Section Ville de Genève du Parti Socialiste (PSVG) a saisi la rédaction du programme pour la période 2020-2025 comme une opportunité de mettre à jour ses convictions, ses constats et ses objectifs. L'exercice a permis de prioriser les politiques publiques que le PSVG veut mener et a obligé à un exercice de synthèse. Dans ce programme, vous trouvez cinq chapitres principaux touchant à l'activité économique et à l'emploi, à la cohésion sociale, à l'espace public, aux politiques culturelles et sportives, et à l'inclusion. Autant de domaines dans lesquels le PSVG recense de nouveaux défis auxquels des réponses doivent être apportées sans tarder. Le PSVG s'appuie à la fois sur des acquis et un bilan, et il souhaite proposer de nouvelles solutions. Le PSVG assume la responsabilité et la volonté d'exercer le pouvoir afin de mettre en œuvre ses propositions pour le bénéfice de l'ensemble de la population. Ce programme est donc l'expression d'une réflexion collective lancée à l'automne 2018. Une série de discussions thématiques a révélé que les membres de la section sont attaché-e-s à une culture du débat, et souhaitent se poser des questions essentielles. Elles convergent toutes vers la nécessité de transformer le plus rapidement possible notre société, et de faire évoluer notre ville vers des modes de fonctionnement plus équilibrés, plus respectueux de notre environnement ; et où chacun-e a sa place et un rôle à jouer.

La précarisation du travail, la mise en concurrence de tou-te-s contre tou-te-s, la remise en question d'acquis sociaux conduisent à un appauvrissement social. Pourtant, jamais dans son histoire, notre ville n'a produit autant de biens et de richesses. Mais celles-ci sont réparties de manière toujours plus inéquitable. Les inégalités sociales et économiques s'accroissent. L'espérance de vie de certain-e-s diminue du fait d'un accès réduit au système de santé et d'expositions à des espaces insalubres, par exemple.

Les changements climatiques ainsi que la perte de la biodiversité sont sans précédent et font peser des menaces sur l'humain et la nature. Le développement des activités économiques et sociales ne doit plus compromettre la survie du

milieu naturel. Le système économique actuel, fondé sur la surexploitation des ressources, la compétitivité et la maximisation des profits, maltraite autant les humains que la planète. En effet, l'exploitation de la force de travail humaine n'est pas séparée de l'exploitation des ressources naturelles. La préservation de la biodiversité va donc de pair avec le combat contre les inégalités sociales et pour la reconnaissance de toutes les formes de travail. Le PSVG nomme cette perspective écosocialiste. Le Parti socialiste doit mobiliser toutes ses forces pour engager une véritable transition.

Cette mobilisation commence nécessairement au niveau local. Si ces défis sont considérés comme globaux, ils sont pour une part l'addition de comportements locaux. C'est également au niveau local que leurs effets sont ressentis et qu'ils mettent en danger la santé publique et la survie de milliers d'espèces. Il est donc essentiel d'engager au niveau local les actions politiques nécessaires pour relever ces défis.

Le PSVG veut reconstruire une majorité de gauche au Conseil municipal pour renouer le fil d'une politique au service de toute la population. L'urgence de la situation n'autorise aucune diversion ou retard. C'est par le renforcement des acquis sociaux, par la justice sociale, que le PSVG propose de réduire les inégalités parce que ces dernières nous éloignent d'une société viable et durable. Dans une société de la coopération, chacun-e serait acteur·trice à égalité avec les autres ; les êtres humains donneraient le meilleur d'eux-mêmes en mettant leurs ressources en commun. La coopération serait donc un antidote à la concurrence et préviendrait l'épuisement des ressources.

Les socialistes s'engagent pour une vision de la société où les relations de coopération l'emportent sur les hiérarchies et où il est à la fois possible et nécessaire de s'inscrire dans une perspective de long terme, pour aborder l'avenir avec confiance.

2. Priorités pour l'activité économique et l'emploi



La condition pour la mise en place d'une économie plus solidaire est un engagement au quotidien pour que les ressources soient distribuées de manière plus égalitaire. Cette redistribution devra s'appuyer sur une fiscalité sociale et progressiste qui favorise les projets participant à la transition. Le défi majeur, aujourd'hui, est d'adapter la production économique au caractère limité des ressources, afin d'en assurer le renouvellement et ainsi la pérennité des sociétés humaines à long terme. La Ville de Genève – par son histoire singulière et par sa taille humaine – offre un cadre propice à la mise en place d'une telle économie : sociale, solidaire, durable et circulaire. C'est une chance à saisir pour concrétiser les changements qui sont aujourd'hui à portée de main.

Ce qui se fait déjà

La Ville déploie actuellement des actions en matière économique, et soutient la création et le maintien des emplois dans les limites de ses compétences. En particulier, elle encourage les initiatives en matière d'économie sociale et solidaire (ESS) ; elle attribue le prix IDDEA (Idées de développement durable pour les entreprises d'avenir) ; elle conduit le programme d'encouragement à l'innovation sociétale G'Innove ; elle soutient l'engagement d'apprenti·e·s par les entreprises locales grâce à une initiative socialiste adoptée par le Conseil municipal ; elle prélève la taxe professionnelle.

Propositions socialistes

Dans le champ social

- Préparer une stratégie de soutien aux 18-25 ans de la Ville pour faciliter l'accès au premier emploi, avec des permanences emploi et des stages facilités en entreprises.
- Lutter contre l'exclusion des plus de 50 ans du marché du travail en soutenant l'accès à des formations continues et l'établissement d'une rente pont.
- Mettre en place, avec le Canton, un système de formation qualifiante afin de faciliter l'insertion professionnelle et la reconversion des travailleuses et travailleurs.
- Encourager les associations qui offrent un accompagnement individuel vers la réinsertion socioprofessionnelle.
- Encourager davantage les initiatives d'échange et de partage (cafés de réparation, formation en bricolage, laboratoire de fabrication, coopérative de prêt d'outils et objets à l'exemple de la coopérative La Manivelle, etc.).
- Soutenir activement l'action de la Chambre de l'Économie Sociale et Solidaire (Après-Ge).
- Soutenir et donner une meilleure visibilité aux commerces indépendants de proximité (priorité dans l'attribution des arcades, annuaire numérique qui regrouperait les différents commerces indépendants : artisan-e-s, services, conseils).
- Veiller à ce que le capital de la caisse de retraite des employé-e-s de la Ville (la CAP) soit investi de manière écologiquement et socialement utile.
- Garantir, au niveau des ressources humaines, une politique d'égalité dans l'administration et les entreprises aidées, notamment par des réponses plus équitables en promouvant les temps partiels, les congés sabbatiques, les horaires adaptés, l'annualisation du temps de travail.
- Promouvoir la transparence salariale totale.

- Soutenir et développer le principe d'une monnaie locale.
- Lutter contre les locaux vides au centre-ville en taxant les surfaces commerciales inexploitées.

Dans le champ écologique

- Préparer au plus vite une stratégie claire de sortie de la dépendance aux énergies fossiles, en lien avec le réseau des villes en transition.
- Encourager la création d'un fonds en faveur d'initiatives de transition écologique (par ex. un revenu de transition écologique pour soutenir les personnes se réorientant dans des activités durables).
- Repenser le fonctionnement de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève (Fondetec) pour l'engager à soutenir exclusivement des activités répondant aux exigences de la transition écologique et d'une meilleure qualité de vie.
- S'engager auprès du Canton pour moduler la taxe professionnelle en fonction de l'impact environnemental des activités.
- Investir dans des fonds durables et soutenir les activités de finance durable.
- Promouvoir le commerce équitable, notamment pour les secteurs où la production locale n'est pas possible (café et thé dans les services administratifs, vêtements, etc.).
- Privilégier les produits issus de l'agriculture biologique de proximité dans les repas des restaurants scolaires.
- Donner la priorité à la production bio et locale pour l'attribution des emplacements dans les marchés.
- Renforcer le lien avec la population résidente dans les campagnes et promouvoir les initiatives favorisant la souveraineté alimentaire, les circuits courts et la consommation locale.

- Rénover systématiquement le patrimoine immobilier pour le mettre aux normes énergétiques.

En ce qui concerne la numérisation, la Ville doit se porter à l'avant-garde de l'innovation tout en garantissant l'accessibilité à tous les publics, qu'ils soient connectés ou non. S'il est difficile pour une municipalité d'influencer concrètement le mode de fonctionnement des entreprises privées, par exemple le degré d'automatisation des grandes surfaces, il est possible néanmoins de promouvoir un usage raisonnable et responsable des technologies digitales.

Propositions socialistes

- Prévenir les effets de la robotisation en étudiant le projet d'une taxe sur les caisses automatiques en ville.
- Développer des applications mobiles pour faciliter les rencontres, pour renforcer le lien social, l'entraide et l'économie circulaire au niveau des quartiers.
- Limiter le fossé numérique en particulier pour les personnes disposant d'un faible niveau de formation.
- Faciliter l'accès de chacun·e aux logiciels et aux systèmes d'exploitation libres.
- Améliorer le site internet de la Ville et développer des applications pour permettre des réservations et consultations facilitées (par ex. infrastructures sportives, horaires des différents services, prestations des services municipaux).
- Établir un droit à la déconnexion.

3. Priorités pour la cohésion sociale



Le plus grand facteur d'exclusion demeure la pauvreté. Elle peut être de diverse nature et cumulative : monétaire, matérielle, liée à une dépendance à autrui ou à un manque de capacités. Ces facteurs sont particulièrement accentués à trois moments de vie, comme le rappelle le Rapport sur la pauvreté dans le Canton de Genève : lors du passage de l'enfance à l'âge adulte, lors de l'entrée dans la parentalité, et à la fin de vie active. L'âge, le genre, la position sociale ont un impact sur les facteurs de précarisation. Il est urgent de mettre davantage l'humain et les liens sociaux au cœur des politiques publiques et de célébrer les singularités des lieux et des collectifs. La vie prend tout son sens dans des liens communautaires, familiaux ou dans l'appartenance à une histoire collective. Une collectivité forte est un rempart contre l'isolement. Toute action politique doit renforcer le collectif, dans notre cas, sur le territoire de la ville de Genève. Chacun-e doit pouvoir contribuer au bien commun et y trouver un sens. Pour rendre cette participation possible, les droits fondamentaux doivent être réalisés. Un toit, une formation, un accès aux soins, un revenu digne pour tout-e-s les habitant-e-s de Genève, c'est la condition pour faire cause commune et parvenir à la transition souhaitée ; c'est l'objectif du PSVG.

Ce qui se fait déjà

La Ville de Genève a développé des actions très diverses à l'attention des personnes âgées, des familles. Elle a mis en œuvre une politique sociale affirmée dans les quartiers (antennes sociales de proximité, Cité Seniors, points info-services, clubs sociaux). Ces actions en faveur de la cohésion sociale sont placées sous le signe de la proximité, au plus près des besoins concrets des personnes. Nos principaux acquis sont la multiplication d'espaces de quartier, l'augmentation du nombre de places en crèche, l'introduction d'une allocation de rentrée scolaire, l'élargissement des possibilités d'abri pour les personnes sans domicile fixe, et le soutien pérenne à un grand nombre d'associations qui travaillent pour l'accueil, l'accompagnement et l'intégration des personnes migrantes.

Propositions socialistes

- S'engager avec le Canton et les autres communes à instaurer un guichet unique pour simplifier l'accès à toutes les aides sociales et lutter contre le phénomène de non-recours aux prestations dues.
- Soutenir les habitant-e-s dans leurs démarches pour accéder au droit au chômage par le biais de permanences juridiques et d'écrivains publics.
- Augmenter le parc immobilier et foncier de la Ville pour pouvoir proposer plus d'appartements à loyer accessible.
- Augmenter les investissements pour le logement social (création, rénovation).
- Augmenter la part du logement coopératif par l'octroi de droits de superficie.
- Créer une politique de l'habitat collectif partagé.
- Agir pour une politique du logement social dans les autres communes et au Canton.
- Poursuivre la mise en place de logements pour les jeunes en formation.
- Créer une maison de quartier dans chaque quartier et y proposer davantage d'activités pour les ainé-e-s afin de renforcer les liens intergénérationnels.
- Valoriser les conditions de travail dans le domaine de la petite enfance pour renforcer la qualité de l'accueil des enfants.
- Renforcer les moyens octroyés au secteur du parascolaire.
- Municipaliser le secteur de la petite enfance afin de garantir un accueil de qualité à tous les enfants et d'améliorer la coordination.
- Garantir une place de crèche aux parents les plus précarisés ainsi qu'aux familles qui changent de quartier.
- Définir clairement les missions de la police municipale pour en faire une véritable entité sociale de proximité, sur le modèle des médiateurs de nuit et renforcer leur collaboration avec les travailleur·euse·s sociaux·ales hors murs (TSHM).

- Soutenir les projets de prévention et réduction des risques en matière de consommation d'alcool et de stupéfiants.
- Consacrer 0.7 % du budget de la Ville au soutien de la solidarité internationale, notamment à travers des projets innovants de renforcement de la société civile, de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.

4. Priorités pour l'espace public



Pour partager l'espace public, la coopération est essentielle entre les personnes indépendamment de leur sexe, origine, identité ou expression de genre, âge, religion, degré de mobilité ou régime alimentaire. Les enjeux concernent notamment les flux de circulation (transports publics, voitures, vélos, trottinettes, piétons, etc.) ; la sécurité dans les rues ; l'inclusion de chacun-e indépendamment de son degré de mobilité ; la végétalisation de l'espace public. Dans tous ces domaines, les habitant-e-s de notre ville collaborent activement, et l'administration municipale doit accompagner, sensibiliser et surtout aménager un cadre qui donne un sens aux actions de chacun-e.

Ce qui se fait déjà :

ces dernières années, la Ville a accompli un certain nombre d'actions en faveur de la mobilité douce. Elle a mis en place un certain nombre de pistes et bandes cyclables, mais doit renforcer l'unité du dispositif et l'étendre ; elle a installé des zones 20 km/h et 30 km/h ; elle a mis aux normes la plupart des arrêts de tram pour les personnes à mobilité réduite ; elle soutient financièrement les lignes de bus de quartier. Par ailleurs, la Ville a augmenté à 200 le nombre d'agent-e-s de la police municipale et a étendu leurs horaires nocturnes. Elle soutient également des associations promouvant l'agriculture contractuelle de

proximité, les potagers urbains, les semences et plantons locaux, et conduit plusieurs programmes innovants au sein du service de l'Agenda 21 (Nourrir la ville). La Ville offre également un service de voirie efficace et gratuit pour les particulier-e-s, y compris pour les déchets encombrants.

Propositions socialistes

- Mettre en place et réaliser un plan systématique de voies cyclables continues, sécurisées, et séparées du flux routier, en particulier le long des grands axes pénétrants, en coordination étroite avec les autres communes et le Canton, en veillant particulièrement à la qualité du revêtement.
- Préparer la piétonisation de certaines zones choisies dans les quartiers en coordination avec les habitant-e-s et réaliser des itinéraires piétons.
- Cesser d'attirer les voitures au centre-ville, en soutenant les initiatives visant à réviser les normes concernant les places de parc dans les projets de construction en ville.
- Réduire la forte emprise du stationnement sur l'espace public au centre-ville, afin de donner de la place aux piéton-ne-s, tout en préservant les capacités de stationnement pour les résident-e-s.
- Réduire le bruit routier en créant des zones 30 km/h, des zones de rencontre à 20 km/h, et accélérer la pose de revêtement phonoabsorbant.
- Organiser régulièrement des journées sans voiture.
- Associer les associations d'habitant-e-s à l'élaboration des Plans localisés de quartier (PLQ) de la Ville dans une démarche participative.
- Soutenir toutes les initiatives des habitant-e-s pour produire des denrées alimentaires biologiques sur les toits et dans les espaces entre les immeubles et les distribuer localement.
- Libérer les sols du béton en végétalisant les places et espaces publics.
- Mettre à disposition gratuitement des surplus alimentaires (frigos urbains) et accompagner les projets de boîtes d'échange entre voisin-e-s.

- Aménager les rives des cours d'eau et de la rade pour créer des espaces de rencontre conviviaux (par ex. parc à la Pointe de la Jonction, etc.) et faciliter la baignade.
- S'engager dans une démarche zéro-déchet en organisant des conseils à domicile pour la gestion et le tri des déchets, des actions contre le gaspillage, des dispositifs de troc et de réparation, etc.
- Convertir des anciennes toilettes publiques en cafés et rotondes au service de la vie de quartier
- Installer de nouvelles toilettes publiques.
- Installer des bancs pour les personnes âgées. La gestion des flux de mobilité ne doit pas l'emporter sur la qualité de vie.

5. Priorités pour la culture et le sport

La culture et le sport représentent des prérogatives importantes de la Ville. Dans le domaine culturel, l'enjeu est de soutenir et de développer les institutions établies tout en favorisant l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles initiatives, pour que le tissu culturel reste créatif et vivant. De ce point de vue, la Ville est très riche, mais son action doit se renforcer sur deux aspects : d'une part, elle peut mieux soutenir les initiatives émergentes et alternatives et, d'autre part, elle peut aller plus loin dans l'élargissement des publics et dans la participation à la création culturelle.

La Ville joue un rôle essentiel également dans le domaine de la pratique sportive, par la mise à disposition d'installations très variées et par son soutien financier à de nombreux clubs sportifs sur son territoire. Cette collaboration exemplaire doit se poursuivre et s'intensifier, notamment pour le développement de nouveaux sports et pour la généralisation de la pratique sportive dans la population.

Ce qui se fait déjà

La gestion de certaines institutions culturelles d'importance régionale et internationale ainsi que le soutien aux autres entités culturelles. Le soutien à un tissu dense et riche de festivals et d'événements culturels d'une part, et les conventions de subventionnement avec des créatrices et des créateurs d'autre part permettent une pérennité des projets sur plusieurs années. La Ville a également introduit un soutien aux librairies indépendantes qui organisent des événements publics. Dans le domaine du sport, la Ville entretient un grand nombre d'infrastructures essentielles, telles que les piscines, la patinoire, le vélodrome, le skate parc, etc. Elle a également mis en place « Sportigenève », le réseau local de soutien aux actrices et acteurs du sport.

Propositions socialistes

- Renforcer la politique de création culturelle.
- Combiner la démocratie culturelle (accès à une pratique artistique et culturelle) et la démocratisation de la culture (accès aux grandes œuvres classiques et contemporaines).
- Développer l'approche de l'art par sa pratique. L'accès à une pratique artistique et culturelle doit être ouvert à tous les publics, notamment dans le cadre scolaire et parascolaire.
- Instaurer une collaboration plus étroite entre le Département de la culture et celui de la Cohésion sociale, afin de proposer aux publics peu habitués des expériences culturelles (par ex. chèque culturel en échange d'une activité bénévole).
- Augmenter la mise à disposition de locaux réservés aux actrices et acteurs culturels.
- Privilégier l'égalité homme-femme* dans l'acquisition des œuvres par la Ville (FMAC) et la répartition des subventions à la création.
- Poursuivre les efforts contre la précarisation des artistes.
- Se doter d'indicateurs permettant d'augmenter drastiquement la part des projets culturels portés par des femmes*.
- Favoriser l'accès aux institutions culturelles pour les enfants en âge préscolaire, notamment en adaptant les horaires d'ouverture et en développant une médiation adaptée.
- Accorder un accès gratuit à la culture pour les personnes bénéficiaires de l'aide sociale.
- S'engager avec le Canton pour une répartition cohérente et réfléchie des compétences en matière culturelle, en lien avec la modification de l'article constitutionnel résultant de l'acceptation de l'initiative « pour une politique culturelle cohérente ».

- Introduire un budget participatif en matière culturelle qui permettra à des assemblées citoyennes d'attribuer une partie du budget aux projets de leur choix.

En matière de sport, en plus de poursuivre les efforts engagés, il s'agit de :

Créer un chèque sport pour tous les jeunes atteignant la majorité afin qu'ils et elles puissent développer une pratique sportive privilégiée.

Créer une allocation sport annuelle, afin que les familles puissent disposer d'un soutien pour financer la pratique sportive de leurs enfants.

Faciliter l'organisation d'événements sportifs en Ville de Genève en allégeant les contraintes administratives et financières.

Mettre à disposition plus facilement les salles de gymnastique des écoles primaires pour les clubs.

Encourager la pratique sportive des femmes* et veiller à une utilisation plus mixte des espaces publics voués au sport.

Soutenir activement les groupes de sport pour les aîné-e-s.

Soutenir et valoriser l'activité bénévole dans les clubs sportifs.

Réfléchir à un label de la Ville de Genève auprès des entreprises qui jouent le jeu en libérant leurs employé-e-s pour du bénévolat sportif.

6. Priorités pour une ville inclusive

L'essor pris par la ville, l'augmentation de sa population ainsi que sa belle diversité font la fierté de Genève. Toutefois, il est important de ne pas oublier que le vivre-ensemble doit être cultivé. À une époque où connaître ses voisin-e-s n'est plus une évidence, il est important d'offrir des espaces de rencontres, de dialogues et d'échanges. Lutter contre les préjugés, les clichés et les a priori est au cœur d'une politique municipale qui permet à chacun-e, quelles que soient son expression de genre, son origine, son orientation sexuelle, sa culture, sa religion, son âge, son style vestimentaire, son degré de mobilité, ou son régime alimentaire, de voir ses droits respectés, d'avoir pleinement sa place dans la société et de s'y épanouir. S'il est prouvé que les discriminations sont un facteur clair d'appauvrissement et de fragilisation sociale, une ville inclusive est une ville qui permet d'atténuer les facteurs de précarisation et de renforcer les ressources et possibilités de chacun-e.

Ce qui se fait déjà :

Dans la lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles, la Ville a mené un grand nombre de campagnes de sensibilisation. Grâce au développement du Service Agenda 21, la Ville a soutenu un grand nombre d'associations luttant pour les droits des femmes*, des minorités et contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à l'expression de genre. Elle soutient également des associations qui s'engagent pour les droits des personnes au chômage, en situation de précarité, à mobilité réduite, en fin de droits ou marginalisées.

Propositions socialistes

- Créer un observatoire des discriminations et intensifier la coopération et le soutien aux associations actives dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, etc.
- Encourager fortement à plus de mixité à tous les échelons de notre système social et politique, sur nos listes, dans les jurys de concours et dans les organes décisionnels privés et publics.
- Fêter chaque journée internationale de lutte contre les différentes formes de discrimination.
- Maintenir et renforcer les semaines d'actions (contre le racisme, de l'égalité, etc.).
- Réaliser le catalogue de mesures de la Fédération genevoise des associations de personnes handicapées et de leurs proches (Fégaph) et faire de la Ville de Genève une commune exemplaire en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap.
- Traduire systématiquement dans plusieurs langues la documentation produite par la Ville de Genève.
- Développer des activités intergénérationnelles pour lutter contre l'isolement des personnes âgées.
- Soutenir particulièrement les adolescent-e-s en renforçant le dispositif existant et en ouvrant des lieux adaptés à cette population.
- Renforcer les droits des enfants, augmenter leur participation aux projets et les consulter sur tous les projets les concernant.

7. Conclusion



La législature 2015-2020 se termine avec des mouvements sociaux qui réclament des mesures concrètes portant sur l'urgence climatique et qui luttent contre les inégalités hommes-femmes. Le Parti Socialiste Ville de Genève veut y répondre à son échelle.

Le PSVG travaille avec ses nombreux-euses membres, ses élu-e-s et aussi avec un large réseau associatif dont il est l'écho et le relais. Tout au long de l'année, il a pris le pouls des attentes et des besoins de la population à l'occasion de stands et de rencontres de quartier. La législature 2020-2025 sera celle des réponses concrètes apportées à la population de Genève. Cette législature sera celle où le politique reprendra la main et renforcera sa capacité d'innover. Le PSVG dispose d'un excellent bilan tant à l'exécutif qu'au législatif. Il convient donc de continuer à faire fructifier ce travail au bénéfice des habitant-e-s de Genève.

La Ville constitue l'échelle adéquate au niveau socio-économique pour chercher des solutions contextualisées. Elle est le lieu d'un travail possible sur la consommation et sur la politique sociale, en lien avec les problématiques environnementales les plus vives. Elle offre un potentiel d'expérimentation pratique important (laboratoire à échelle citoyenne) notamment grâce à son expertise et ses ressources susceptibles de favoriser des projets et des solutions aux problèmes rencontrés.

C'est en renforçant la coopération entre l'ensemble des membres de notre société que des réponses seront apportées aux urgences sociales et environnementales de notre temps et que des solutions durables et solidaires seront mises en œuvre.

8. Postface



Le présent projet politique est l'expression d'une réflexion collective lancée par le comité de la section à l'automne 2018. Une série de soirées de discussions thématiques a révélé que les membres de la section partagent une culture du débat, et désirent se poser des questions essentielles pour transformer le plus rapidement possible notre société et la faire évoluer vers des modes de fonctionnement plus équilibrés et plus respectueux de notre environnement. Rédigé en cohérence avec le programme du Parti socialiste genevois et celui du Parti socialiste suisse, ce programme est une réponse concrète aux défis actuels pour notre ville.

Un programme écosocialiste

Les relations interhumaines ne sont pas séparées des relations avec l'environnement. L'exploitation de la force de travail humaine n'est pas séparée de l'exploitation des ressources naturelles. C'est l'ensemble de ces ressources qu'il s'agit de traiter de manière responsable et durable. La préservation des ressources et le respect des cycles de la nature sont en lien avec la répartition des biens dans la société. La condition pour la mise en place d'une économie circulaire qui renonce à la croissance à tout prix est que les ressources soient distribuées de manière plus égalitaire.

La nature est limitée par la finitude des écosystèmes, mais notre activité économique ignore encore largement cette finitude et continue de fonctionner comme si les ressources étaient infinies. Or le défi majeur de notre temps est d'adapter la production économique au caractère limité des ressources, afin d'en assurer le renouvellement et ainsi la pérennité des sociétés humaines à long terme. C'est bien la responsabilité des partis politiques (parmi d'autres acteurs) de situer l'action publique dans cet horizon du temps long. Or l'ajustement de nos activités productives sur le potentiel réel du milieu naturel implique forcément un certain nombre de limitations, que seule une société équilibrée peut assumer.

Il y a donc lieu d'étendre le socialisme entre humains à un socialisme avec les autres formes de vie, animaux et plantes, qu'on peut résumer par le terme « écosocialisme ». Une nouvelle formulation du socialisme, avec le préfixe « éco » implique une priorité de méthode : la primauté de l'ensemble, du groupe, du contexte sur l'individu. Comment délimiter le groupe pertinent à chaque fois ? Comment éviter de désigner pour cela un ennemi, puisque la manière la plus efficace de créer la cohésion d'un groupe est précisément de désigner un ennemi, un autre territoire comme étranger ? Le PSVG propose une piste majeure : définir le groupe par sa présence et son engagement dans un lieu, dans un écosystème : la ville. Cela permet à la fois de la délimiter selon des frontières mouvantes et imprévisibles (le Grand Genève est par nature transfrontalier) et d'éviter les limites ethniques ou nationales. Le lieu (pays, région) n'est pas exclusif comme un territoire parce que ses frontières sont floues et parce qu'il est naturellement en relation avec d'autres lieux.

Le PSVG constate qu'en régime néolibéral, la vie manque souvent de sens, avec toutes les conséquences que cela entraîne, notamment pour la santé mentale : dans l'administration publique, on quantifie toutes les procédures ; dans l'économie, on focalise exclusivement sur les chiffres de la croissance et le profit sans limite ; dans notre rapport avec la nature, on continue à la considérer comme un réservoir de ressources. On parle trop facilement de mécanismes alors qu'on a affaire à des sujets vivants, on focalise sur la manière et la procédure alors que c'est le contenu qui fait sens. En somme, on gagnerait à incarner le discours, à célébrer les singularités des lieux et des collectifs. Toute l'action politique se doit de renforcer les collectifs dans lesquels l'existence humaine se déploie. L'enjeu est qualitatif, notre vie prend sens dans des liens communautaires et familiaux et une appartenance à une histoire collective. C'est dans un tel contexte que chacun-e peut contribuer au bien commun, que le travail prend une signification pour les individus, que la redistribution des ressources est possible, que la fiscalité trouve son fondement social, etc. Pour résumer, les axes fondamentaux d'une approche écosocialiste sont la production d'une société plus sûre, qui généralise les démarches participatives à tous les niveaux, qui

cherche à poser les bases d'une prospérité qualitative, qui articule la diversité culturelle et le sentiment d'appartenance à un territoire commun.

Pour être à la hauteur de ces enjeux, il faut notamment combiner deux dimensions de l'appartenance, l'une socio-économique et l'autre territoriale, et considérer Genève non seulement comme un carrefour, lieu de passage d'une multitude diverse, mais aussi comme une terre singulière dont il s'agit de prendre soin. Cette insistance sur les liens sociaux est un outil puissant contre le capitalisme dans sa raison d'être est de tout soumettre à la logique du profit.

Le rôle des institutions démocratiques

Introduire une répartition plus égalitaire des richesses, ou limiter de manière drastique les émissions de gaz à effet de serre, cela est possible dans un système démocratique où des contre-pouvoirs interrogent le pouvoir. La tâche d'une gauche sociale et démocratique aujourd'hui est de rassembler en agissant dans le cadre des institutions politiques sans avoir besoin pour cela de désigner un ennemi. Pour ce faire, le PSVG propose de défendre et de renforcer un patrimoine commun. Il implique du moins un espace de perception partagé dans la collectivité ainsi que la multiplication de formes d'organisation collective autonome, qui vont dans le sens esquissé par le programme économique du PSS voté en décembre 2018. L'hypothèse formée ici est de rassembler des luttes hétérogènes sur la base du territoire, plus précisément sur celui de la Ville de Genève. Cela implique de défendre les institutions, tout en les articulant de manière plus solide et solidaire autour de pratiques sociales, comme le travail des associations, des artistes, des entreprises. Le PSVG promeut avec cohérence et constance des politiques économiques équitables ; des politiques sociales solidaires ; des politiques écologiques durables ; des politiques culturelles pour toutes et tous ; des politiques inclusives et attentives aux besoins de la population et respectueuses des institutions de la Ville de Genève.

PS Ville de Genève
rue des Voisins 15
1205 Genève

022 338 20 78
psvg@ps-geneve.ch
ps-geneve.ch